diocèse venons, Baréme Freppel, Pâques, otion à

ouon a nission-Enfin, lien du illustre

it et le élat qui i terme, rice des triarche

qui les Janvier eure acinifeste, France ence de

fois de , la traon à la Si nous tiennes titution nuence, et doun pas à à la réest au la règle me qui ues, far erucifix in certs ormales defense stife, les dessereux, la écoles. Ils montrent, de plus, les lycées et les collèges laiques devenus des foyers d'impiété et d'immoralité scandaleuses, les séminaires dépleuplés par la loi qui envoie les jeunes clercs à la caserne, les familles partout désunies par le rétablissement du divorce, par les atteintes portées à la liberté des testaments, par l'impunité accordée au vice et à la débauche.

Après cet exposé, les cardinaux se demandent quelle doit être,

à l'heure actuelle, l'attitude des catholiques français.

"En premier lieu, répondent-ils, leur devoir est de faire trève aux dissentiments politiques et, en se plaçant résolument sur le terrain constitutionnel, de se proposer avant tout la défense de leur foi menacée. Les catholiques ne doivent pas souffrir que l'Église soit incorporée à la puissance séculière, comme un des rouages de son administration, et plutôt que de subir cet asservissement, ils doivent être prêts à tout entreprendre pour la résistance."

Les lois civiles qui blessent la liberté et les droits de l'Eglise, sont essentiellement mauvaises et iniques. Les catholiques doivent, en conscience, les réprouver. "Ils ne peuvent les accepter jamais. Par conséquent, leur devoir est de travailler par tous les moyens légitimes à faire rapporter ces lois." Le document est signé de Nos-seigneurs Desprez, archevêque de Toulouse, Langénieux, archevêque de Reims, Place, archevêque de Rennes, Richard, archevêque de Paris, Foulon, archevêque de Lyon.

Cette déclaration a causé, dans tout le pays, une sensation profonde. Déjà la plupart des évêques français y ont publiquement adhéré. La rage des francs-maçons qui, par tous les moyens, cherchaient à obtenir le silence sur leurs agissements et leurs projets, est à son comble : ils écument, dans leurs journaux. Nes gouvernants, leurs complices, font, eux aussi, assez triste figure. Ils craignent que ce ne soit là le début d'une organisation sérieuse des forces catholiques, le signal d'un groupement définitif des défenseurs de la France chrétienne qui, faisant trève à leurs discordes politiques, dociles à la voix de leurs chefs, marchent d'un commun accord à la bataille.

Dieu veuille qu'il en soit ainsi!

Oui ; qu'il vienne bientôt le jour où les catholiques de France, las enfin de courber la tête sous le joug d'une poignée de renégats, de francs-maçons et de juifs, revendiqueront, avec une irrésistible éne gie, leurs droits trop longtemps méconnus et apprendront, une fois de plus, aux ennemis de l'Église et de la patrie qu'on ne foule pas impunément aux pieds, qu'on ne traine pas impunément dans la boue l'honneur, la conscience et la liberté.

L DE KERVAI,

Du 3ème Ordre de S. François.



s exor-